

G20 : ce que l'Europe peut faire pour exister dans le bras de fer technologique entre Chine et Etats-Unis



Le G20 qui s'ouvre ce jour en Argentine devrait être marqué par la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump sur fond de guerre commerciale entre les deux pays.

Avec Rémi
Bourgeot

Atlantico: Quels sont les enjeux technologiques de ces négociations ?

Rémi Bourgeot : D'un côté, on voit au quotidien de vives passes d'armes entre Donald Trump et les responsables chinois sur la question de la réduction du déséquilibre commercial bilatéral, selon une vision arithmétique qui se consacre beaucoup aux exportations agricoles des Etats-Unis comme variable d'équilibrage, et donc à un électorat clé du président américain. De l'autre, on voit émerger, de façon plus cruciale, un consensus plus large à Washington en vue de renégocier les modalités des échanges commerciaux et financiers sur le plan de la concurrence technologique entre les deux pays.

Les autorités chinoises, à tous les niveaux, font preuve d'un activisme considérable pour accélérer le développement et la montée en gamme technologique du pays, dans le contexte notamment du programme « Made in China 2025 », qui va de l'intelligence artificielle à l'aérospatiale, en passant par la robotique et les véhicules alternatifs. Ce programme vise la montée en gamme technologique et, de façon cruciale, la substitution de solutions chinoises aux importations de technologies américaines et européennes. La partie américaine accuse naturellement la partie chinoise de faire reposer cette stratégie d'autonomie technologique et de déploiement international sur le non-respect de la propriété intellectuelle, l'espionnage industriel et des transferts de technologie forcés dans le contexte des joint-ventures industrielles.

La scène technologique chinoise est extrêmement dynamique et repose notamment sur la prolifération de start-ups mais elle se structure aussi et surtout autour de groupes géants comme Alibaba et Tencent. On constate un effort considérable sur l'intelligence artificielle, avec une taille de marché et un faible respect de la vie privée qui offre d'importantes perspectives pour alimenter en données le développement du deep learning. De la même façon, l'effort est gigantesque en ce qui concerne la robotique. Il faut rappeler que la Chine achète un quart des robots industriels produits dans le monde.

Mais il faut aussi garder à l'esprit que l'hyper-dynamisme entrepreneurial dans le secteur numérique en Chine se concentre beaucoup sur les innombrables aspects de l'e-commerce, au sens le plus large du terme, qui souvent ne reposent pas en tant que tels sur les technologies les plus pointues. Sur les segments plus avancés, la Chine reste très dépendante des Etats-Unis, en particulier en ce qui concerne les semi-conducteurs. La dynamique chinoise est impressionnante mais, malgré l'ampleur de l'excédent commercial total du

pays, sa dépendance aux importations industrielles américaines et européennes reste considérable et centrale dans ses chaînes de production, au-delà du secteur numérique.

La vague d'achat par les groupes chinois d'entreprises de pointe en Europe et aux Etats-Unis s'inscrit dans ce cadre et connaît désormais une levée de boucliers qui dépasse assez largement les clivages partisans, que ce soit aux Etats-Unis ou dans certains pays européens comme l'Allemagne. L'administration américaine a ainsi bloqué le rachat du constructeur de processeurs Qualcomm par Broadcom qui, bien que singapourienne, était accusée d'être liée à une stratégie chinoise de transferts de technologie. En parallèle, on voit un effort pour limiter le développement d'entreprises chinoises aux Etats-Unis, avec les restrictions à l'attention de ZTE ou Huawei. De leur côté, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont écarté cette dernière des appels d'offre pour le réseau 5G, qui nécessite des investissements colossaux et où la Chine est en pointe.

C'est dans ce contexte de rude concurrence technologique, sur fond d'aspirations à la fois à l'autonomie et à une forme d'hégémonie, que se situe en réalité le fond des négociations.

Comment l'Europe peut-elle parvenir à s'intégrer et à exister dans ces enjeux ?

L'Europe a une place essentielle dans de nombreux secteurs industriels mais souffre, malgré des compétences poussées, d'un retard et d'une dépendance considérables dans les secteurs de la révolution industrielle en cours. Le secteur numérique reste centré sur les géants américains en termes de conception, de propriété, et de développement.

De son côté, la Chine met en œuvre une véritable planification industrielle et technologique dans le but de la montée en gamme et de la réappropriation des technologies de pointe. Les Etats-Unis ne pratiquent plus ce type d'approche mais conservent les structures qui en sont nées, avec un environnement de recherche, développement et commercialisation extrêmement riche, centré sur les universités, les géants du secteur numérique, l'armée, et les start-ups. La réappropriation généralisée de l'open source, et notamment de l'écosystème Linux, par les GAFAs dans le cadre de leur stratégie industrielle en est la plus parfaite illustration.

On a vu en Europe une focalisation macroéconomique sur les exportations depuis la crise, dans l'idée de prolonger le modèle économique allemand, mais sans vision qualitative pour l'industrie sur le plan technologique. Il manque un environnement propice à l'innovation, avec toute la complexité que cela implique, au-delà de la mise en avant de la start-up comme objet philologique. Il existe cependant de plus en plus d'initiatives importantes, notamment en France, dans la robotique et dans l'intelligence artificielle, dans une certaine mesure. On peut saluer l'initiative européenne JEDI (Joint European Disruptive Initiative), pilotée notamment par Claudie Haigneré et qui consiste à approfondir le lien entre recherche fondamentale et applications industrielles, en échappant autant que possible aux redoutables lourdeurs administratives et aux biais politiques. Il s'agit de reconnaître la réalité des évolutions du secteur, en termes de capacité de développement incrémental ; aspect qui est au cœur de la structure technologique américaine.

L'Europe centre par ailleurs son approche du secteur sur la protection des données avec la RGPD ; ce qui est évidemment louable dans le fond. Cette approche vise notamment à encadrer l'activité des grands groupes américains en ce qui concerne les données européennes, mais elle complique aussi la situation de façon considérable pour les entreprises technologiques européennes, en particulier dans l'intelligence artificielle. Cette cause ne pourra aboutir que si elle s'accompagne d'un effort massif en faveur du développement d'un cadre intellectuel et financier favorable à ces entreprises.